

## Projet de coopération au développement en collaboration avec la FECCOO, le Bureau régional de l'IE en Amérique latine et l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI)

Ce projet a été imaginé il y a cinq ans par la FECCOO et le Bureau régional de l'IE en Amérique latine. Il est principalement subsidié par l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI).

Le projet se divise en deux phases de trois ans chacune. Il prévoit une série de séminaires et d'ateliers qui se déroulent dans les trois régions d'Amérique latine, à savoir le Cône Sud, les Andes et l'Amérique centrale. Les séminaires et les ateliers ont pour but d'analyser les grands enjeux concernant les syndicats, notamment les récents accords régionaux de libre échange et leur impact sur le secteur de la production et des services, avec un coup de projecteur spécial sur l'éducation.

Les syndicats d'enseignants affiliés à l'IE et d'autres syndicats amis participent à ces séminaires, surtout dans le but de découvrir comment les autres organisations fonctionnent et développent leurs activités. Ensuite, ces séminaires leur donnent l'occasion d'échanger leurs expériences et de se débarrasser des stéréotypes négatifs qui sont enracinés dans l'incompréhension ou les fausses impressions que ces organisations nourrissent les unes à l'égard des autres.

Les enjeux évoqués lors des séminaires sont variés. L'IE, la FECCOO et les participants les choisissent par consensus afin de répondre aux attentes des organisations présentes et d'atteindre l'objectif fondamental qui est de provoquer des réactions politiques adéquates à la réalité de chaque région.

Ces réactions potentielles doivent naître d'un processus se décomposant en plusieurs phases: information, analyse et examen des propositions.

Lorsque les organisations arrivent à un accord sur les propositions à élaborer, les bases sont jetées pour leur mise en œuvre/réalisation. Cette approche diffère des projets précédents. Cela explique également pourquoi des résultats réalistes ont été obtenus tout au long des années et pourquoi il a été possible d'apporter des réponses politiques communes, par exemple, s'agissant des accords de libre échange.

D'autres thèmes ont également été abordés au cours de ces séminaires: l'indépendance des syndicats, l'établissement de structures propres à chaque organisation, la participation des femmes et des minorités, ainsi que les conditions sanitaires sur le lieu de travail ou encore les droits humains et syndicaux.

À la suite des séminaires tenus en 2005, deux publications ont vu le jour sur les thèmes suivants:

- Impact des accords de libre échange sur l'éducation et l'emploi
- Accords commerciaux et développement

Les activités prévues pour 2006 dans le cadre du projet sont en cours de préparation. Les bons résultats des projets précédents ont incité la FECCOO à maintenir et à intensifier sa politique reposant sur la coopération régionale plutôt que sur des collaborations bilatérales. Grâce à l'expérience qu'elle a engrangée, la FECCOO, avec l'appui du Bureau régional de l'IE en Amérique latine et du Ministère espagnol de l'éducation, s'efforce d'instaurer une nouvelle méthode de coopération au développement.



## Calendrier

### Avril

- 2 - 3 L'Internationale de l'Éducation/AFT - Réunion préparatoire pour l'atelier des syndicats du Liban - Beyrouth, Liban
- 2 - 4 Bureau régional d'Amérique latine de l'IE - Réunion du Comité régional d'Amérique latine de l'IE - São Paulo, Brésil
- 4 - 5 CISL - Comité consultatif des syndicats mondiaux sur le VIH/SIDA - Genève, Suisse
- 5 - 6 CISL - Réunions syndicales sur les relations Union européenne - Amérique latine et Caraïbes (UE-ALC) - Vienne, Autriche
- 20 - 21 L'Internationale de l'Éducation - Réunion du Comité paneuropéen de l'égalité des chances - Bruxelles
- 24 - 30 SEMAINE D'ACTION MONDIALE
- 25 - 26 Réunion avec les syndicats nordiques/néerlandais, la FES et l'IE - Stockholm, Suède

### Mai

- 8 - 10 L'Internationale de l'Éducation - Formation des coordinateurs de projets EPT/VIH en Afrique du Sud (ETA Éthiopie, TTU Tanzanie, KNUT Kenya, UNATU Ouganda, TUM Malawi, ZIMTA Zimbabwe) - Nairobi, Kenya
- 11 - 13 L'Internationale de l'Éducation - Formation des coordinateurs de projets EPT/VIH en Afrique du Sud (ZNTU Zambie, BTU Botswana, SATU Afrique du Sud, LAT Lesotho, SNAT Swaziland, NANTU Namibie) - Johannesburg, Afrique du Sud
- 29 - 31 Atelier de l'AFT - Liban
- 31 OIT - 95e session de la Conférence internationale sur le travail - Genève, Suisse



Education International  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación

<http://www.ei-ie.org>

Faites-nous connaître vos projets, programmes et suggestions. Il est très important pour l'équipe de coopération au développement d'être en contact permanent avec les membres de l'Internationale de l'Éducation.

[nicolas.richards@ei-ie.org](mailto:nicolas.richards@ei-ie.org)  
[juliane.rethorst@ei-ie.org](mailto:juliane.rethorst@ei-ie.org)



## Programme de réhabilitation post-tsunami de l'IE : Première école entièrement remise à neuf en Indonésie

Dans le cadre du programme de réhabilitation post-tsunami de l'IE, mis en place en collaboration avec NOVIB (Oxfam Pays-Bas) et visant à restaurer l'éducation dans les régions ravagées par le tsunami qui a touché l'océan Indien en décembre 2004, la première école vient d'être reconstruite et remise à neuf.

L'« école élémentaire nationale 70 » du village de Kampong Jawa, situé dans la région de Banda Aceh dans la province d'Aceh, sur l'île de Sumatra (Indonésie), a été achevée le 10 avril 2006. Elle ne comporte pas seulement tout l'ameublement nécessaire, mais dispose également d'équipements tels que des ordinateurs. Cependant, la reconstruction progressive des écoles ne constitue qu'une première étape d'un retour à l'éducation dans cette région. Les élèves ayant survécu au désastre ont déjà été redirigés vers d'autres écoles et la reconstruction des maisons environnantes a été très lente. Le coût de transport entre les habitations temporaires actuelles et les nouvelles écoles, qui s'élève à 4000 rupiah (0,36 euros ou 0,45 US dollars), est inabordable pour les familles déplacées.

Le programme de réhabilitation post-tsunami IE-NOVIB a débuté en janvier 2005 afin d'aider les organisations d'enseignants locales à rebâtir une éducation pour les enseignants et les enfants touchés par la catastrophe, que ce soit au Sri Lanka ou en Indonésie. En Indonésie, la région la plus dévastée se situe dans la province d'Aceh. Dans le cadre du



programme, l'opération intitulée « Reconstruire Aceh par le biais de l'Éducation pour tous » a pour objectif de reconstruire 28 écoles élémentaires ayant été entièrement détruites. L'opération veillera également à :

- fournir l'ameublement nécessaire, ainsi que les autres exigences pour les écoles reconstruites ;
- identifier, sélectionner et proposer une formation des enseignants, notamment en regard des nouveaux programmes d'enseignement ;
- mettre en œuvre des stages à court terme pour combler le manque d'enseignants dans les matières spécifiques ;
- offrir une éducation à environ 4000 élèves sur une période de 2 ans ;
- procurer des conseils et une formation spécialisée aux enseignants qui reviennent, afin de les aider eux et leurs élèves.

Le programme de réhabilitation post-tsunami de l'IE est mis en œuvre en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), et s'inscrit dans le cadre des programmes de solidarité de l'IE. L'IE dispose d'un fonds de solidarité auquel contribuent les organisations membres et le public. Le fonds est ensuite déployé afin d'aider les enseignants lorsque leur vie est menacée. Jusqu'à présent, la moitié des fonds rassemblés en faveur des victimes du tsunami, ont contribué à offrir une assistance humanitaire immédiate après la catastrophe. Le reste des fonds est déployé afin de mener des projets dans le cadre du programme de réhabilitation post-tsunami. Au nom de ses organisations membres dans les pays touchés par le tsunami, l'IE remercie tous les donateurs qui ont si généreusement contribué au fonds de solidarité.

## Afrique Les conflits ethniques et le rôle des syndicats d'enseignants en Sierra Leone

Le syndicat des enseignants de Sierra Leone (SLTU) a organisé avec l'IE-Afrique dans ses locaux un atelier consacré aux conflits ethniques, du 20 au 22 décembre 2005. Trente dirigeants sectoriels, parmi lesquels 17 hommes et 13 femmes, sont venus de toutes les régions pour assister à cet atelier animé par M. Emmanuel Fatoma, le Coordinateur régional de l'IE. L'objectif était d'analyser et de discuter des effets des conflits ethniques sur l'éducation, ainsi que du rôle des organisations d'enseignants dans les efforts pour imposer la paix et la tolérance.

La Sierra Leone, qui sort de 11 années de conflit, était un choix judicieux pour cet atelier, même si la guerre dans ce pays n'a pas été menée uniquement pour des raisons ethniques.

Pour les participants, l'absence de paix s'explique par les facteurs suivants:

- Mauvaise gouvernance
- Analphabétisme et ignorance
- Pauvreté
- Corruption et marginalisation
- Avidité de pouvoir et de richesse
- Désir de l'humain de dominer ses semblables

- Politique du «diviser pour mieux régner» reposant sur la religion, les clans/tribus ou les affinités
- Manque de transparence et de responsabilisation

Les participants ont conclu que les syndicats avaient un rôle clé à jouer pour promouvoir une culture de la paix. Ils doivent asseoir les principes pacifiques en tant que partie intégrante de l'éducation et des programmes scolaires. Les enseignants doivent également agir en tant qu'ambassadeurs de la paix, diffuser des messages de tolérance dans leurs interactions quotidiennes avec les élèves/étudiants et la société au sens large. Pleinement conscient des répercussions négatives de la guerre sur l'éducation et la société en général, le SLTU a promis d'inclure "l'éducation à la paix" dans son programme de travail. La paix ne doit pas nécessairement être vue comme l'absence de guerre, mais plutôt comme un état d'esprit. Les enseignants doivent vivre en paix mais également se former à l'art de la médiation et de la réconciliation.

Le SLTU dirigera les efforts en faveur de la défense des droits de l'homme et doit prendre fait et cause pour l'égalité et la dignité humaine. Les personnes ayant alimenté l'atelier appartenaient essentiellement au département «études sur la paix et la résolution des conflits» de l'université de Fourah Bay (Sierra Leone).

## Asie Pays STAN

L'Internationale de l'Éducation, en collaboration avec l'UEN (Norvège) et Lärarförbundet (Suède), examine actuellement la possibilité de soutenir des affiliés dans les «pays STAN», cette sous-région d'Asie centrale qui n'a pas jusqu'ici retenu l'attention de notre travail de coopération au développement.

En persan, «stan» signifie «maison de». C'est un suffixe qui apparaît dans les noms de nombreux pays d'Asie centrale et du sous-continent indien, où le persan et les langues apparentées sont traditionnellement parlés.

Cette sous-région que l'IE voudrait créer comprend le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Bien que l'Afghanistan et le Pakistan appartiennent aussi par définition à ce groupe, ils sont considérés comme faisant partie de l'Asie du Sud-Est.

### La situation des enseignants et de leurs syndicats

La région se heurte à divers problèmes concernant la situation des travailleurs en général et des enseignants en particulier. Un des principaux problèmes tient au manque de sensibilisation au syndicalisme de base. De plus, la grande majorité des travailleurs dans cette sous-région ignore la législation sociale du pays concerné.

Les enseignants manquent de visibilité et d'influence au sein de leur communauté. En outre, il n'existe pratiquement aucune possibilité d'établir des réseaux et des alliances avec les autres acteurs du secteur de l'éducation (ONG, médias). Les enseignants souffrent de faibles salaires et avantages sociaux, des classes surpeuplées et d'un manque de formation professionnelle.

Il arrive très souvent que les enseignants assument un travail communautaire obligatoire en plus de leur métier, notamment la cueillette du coton, afin de gagner un revenu décent. En outre, dans certains pays, le gouvernement a décidé de retirer aux enseignants les subventions au logement et aux services publics de base - une situation qui alourdit encore leurs conditions de travail.

À l'intérieur des syndicats d'enseignants, il n'existe pas de procédures collectives et démocratiques pour la prise des décisions. Il faut ajouter à cela le fait que le système de

communication et les structures de ces syndicats sont très fragiles. La lente évolution d'une société autoritaire vers la démocratie et d'une économie centralisée à celle reposant sur le libre marché se reflète également dans la mentalité des dirigeants syndicaux et de leurs affiliés. Ces syndicalistes ne possèdent pas les compétences ni les capacités nécessaires pour mener des campagnes, faire pression ou négocier. Par conséquent, leur participation et leur représentation dans les instances décisionnelles sont très réduites.

L'adhésion automatique aux syndicats d'enseignants n'a pas été restreinte par le gouvernement, dès lors l'organisation et le recrutement ne sont pas problématiques. Néanmoins, le statut économique et professionnel des enseignants a toujours été négligé. Dans un pays, par exemple, le salaire mensuel est de seulement 6 USD.

Une énorme manifestation des syndicats d'enseignants réclamant une augmentation de salaire a porté ses fruits au Kazakhstan, le gouvernement ayant cédé à la pression exercée. Les entraves à la liberté d'expression et de rassemblement en Ouzbékistan et, dans une moindre mesure, au Kirghizstan suscitent des inquiétudes.

### De quel type de soutien les syndicats de cette sous-région ont-ils besoin?

Étant donné le faible niveau de sensibilisation au syndicalisme dans cette région, des formations de base au syndicalisme et à l'encadrement s'avèrent indispensables. Le développement des compétences syndicales devra se concentrer sur les capacités à mener des négociations collectives ou des campagnes, à faire du lobbying, à défendre des intérêts, sans oublier les compétences en facilitation et en formation, la communication, les nouvelles technologies, la création de réseaux et d'alliances.

Le Bureau régional Asie-Pacifique de l'IE envisage d'engager à plein temps du personnel de cette sous-région, ayant de bonnes connaissances de l'anglais et des langues locales ainsi que suffisamment de maîtrise informatique en vue de coordonner le travail de coopération au développement dans cette sous-région.

## Séminaires de l'UEN sur la gestion financière des partenaires coopérants

### Contexte

L'UEN gère actuellement 28 projets en collaboration avec plusieurs autres organisations membres de l'IE en Europe, en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Vingt-deux d'entre eux sont largement financés par l'Agence norvégienne de coopération au développement, NORAD. Les cinq autres sont entièrement subsidiés par l'UEN. En règle générale, tous les projets doivent respecter des procédures transparentes de gestion financière et de publication des états financiers. Bien que tous nos partenaires et leurs contrôleurs aient reçu une copie des «directives pour la publication des états financiers» de la part de NORAD, nous avons continué à déplorer des irrégularités au niveau du reporting financier, une absence de stratégie dans les plans annuels, ainsi que des retards pour la remise des états financiers, des budgets et des plans d'activité à la fin et au début de chaque période. Par conséquent, il a été convenu en 2003 d'adopter une nouvelle approche pour nous aider à résoudre les problèmes et redynamiser les relations avec nos partenaires coopérants. L'idée est alors née d'organiser des séminaires afin de débattre conjointement des problèmes liés à la gestion générale, à la gestion financière et à la comptabilité dans le cadre d'un syndicat ou de la coopération au développement.

### Objectif des séminaires

- Aider les organisations partenaires à devenir plus professionnelles.
- Favoriser l'intégration des activités de coopération dans le cadre opérationnel des organisations partenaires.
- Aider nos partenaires à acquérir, mettre en place et exploiter des systèmes informatiques de gestion pour améliorer le traitement des informations et accélérer la prise de décisions.
- Tisser de meilleurs partenariats mutuellement plus enrichissants en veillant à une bonne compréhension commune des exigences en matière de reporting financier, en se fondant sur les «directives pour la gestion financière des projets» de NORAD et sur les «politiques, pratiques et procédures financières» de l'UEN.
- Encourager de nouvelles stratégies de gestion financière au sein des organisations partenaires et favoriser la croissance des organisations par une collecte efficace d'informations et de meilleurs services offerts aux acteurs internes.
- Souligner les rôles de gestion et d'administration des dirigeants au sein des organisations au personnel peu nombreux et débattre des aspects éthiques de la gestion financière, l'accent étant surtout mis sur les contrôles internes pour préserver les avoirs des organisations et promouvoir l'efficacité opérationnelle.

### Thèmes des séminaires

1. La nature et le rôle des syndicats  
La première partie des séminaires est consacrée aux thèmes

suivants: en quoi consiste le syndicalisme; les raisons d'adhérer à un syndicat; les différences entre un syndicat et un mouvement; comment le pouvoir collectif bien exploité peut produire les résultats escomptés; les obligations, les attentes et les récompenses à la fois pour la direction et les membres; la gestion financière et l'éthique dans les syndicats.

### 2. Le rôle de la direction

L'essence et les devoirs de la direction; la planification stratégique à long terme, la mesure des performances, les procédures de contrôle - pour faire en sorte que l'organisation atteigne ses objectifs; la budgétisation en tant que partie intégrante de la planification; l'importance de la gestion financière et comment un système informatique de gestion (dont un système de comptabilité) peut aider la direction à accomplir ses devoirs.

### 3. L'importance des contrôles pour le reporting financier interne et externe de l'organisation

Le contrôleur doit être considéré comme un partenaire, pas comme un adversaire. Son rôle consiste à garantir l'objectivité, la crédibilité et la transparence en prodiguant des recommandations, afin d'améliorer les contrôles internes de la comptabilité et le respect des pratiques et principes comptables pertinents, ainsi que des normes relatives à la publication des états financiers. La tâche du contrôleur est de veiller à ce que les états financiers soumis par la direction aux membres de l'organisation soient «authentiques et fiables».

### 4. La vue d'ensemble de la gestion financière

Le secrétaire général, le secrétaire financier/trésorier et le comptable - en tant qu'équipe chargée de la gestion financière et prenant les décisions portant sur les investissements et les finances au nom de l'organisation - doivent être capables d'extraire des informations du système comptable afin d'élaborer des hypothèses quant au contexte externe présent et futur (stratégies, prévisions).

### 5. Les pratiques de gestion financière à l'UEN et dans les organisations partenaires

Nous examinons les pratiques de gestion financière au sein des nos organisations respectives et comment elles s'adaptent à la coopération au développement. Le but est de mettre en place de nouvelles pratiques, de corriger les lacunes et de renforcer les bonnes procédures administratives.

### Participants aux séminaires

Les principaux participants aux séminaires sont les secrétaires généraux, les secrétaires financiers, les comptables (le cas échéant, car toutes les organisations n'ont pas un comptable interne) et les coordinateurs de projet. Les secrétaires généraux sont invités car nous voulons souligner le rôle important qu'ils jouent en tant que cadres de leurs organisations respectives. Les contrôleurs sont également conviés, afin d'apporter des précisions de première main sur les raisons et la nature de la coopération, ainsi que sur les éléments à rechercher lors de la procédure de contrôle.

Liste des organisations ayant assisté aux séminaires	SUTEP, Pérou ANDES 21 de Junio, El Salvador COLPROSUMAH, Honduras
Afrique (6 - 8 décembre 2004)	Séminaires de suivi SINPROF, Angola ZNTU, Zambie
Asie (4 - 6 juillet 2005)	Prochains séminaires Côte d'Ivoire Guinée-Bissau Réseau des femmes d'Afrique de l'Ouest
Sri Lanka (projet conjoint)	
NNTA, NTA, Népal	
PGRI, Indonésie	Si vous souhaitez obtenir davantage d'informations sur ces séminaires, veuillez contacter Yaw Frimpong à l'adresse yaw.frimpong@utdanningsforbundet.no
Amérique latine (15 - 17 février 2006)	
OTEP, Paraguay	
STEG, Guatemala	
CGTEN-ANDEN, Nicaragua	

### Attentes

Les attentes de l'UEN par rapport aux séminaires sont les suivantes:

- Que nos organisations partenaires améliorent leurs pratiques de gestion financière et augmentent leurs sources de revenus en acceptant notre offre de financement pour l'acquisition de logiciels destinés à leurs systèmes comptables et leurs bases de données sur les adhérents, de matériels adéquats, sans oublier la formation de leur personnel qui utilisera ces systèmes. Les attentes et le type d'aide fourni diffèrent d'une organisation à l'autre.
- Que les séminaires débouchent sur d'importantes améliorations quant à la publication des états financiers des projets. Les premiers bénéficiaires des séminaires sont les organisations et non l'UEN.

### Retour d'informations

Les commentaires et observations émanant des organisations ayant assisté aux séminaires sont dans l'ensemble très positifs. C'est la première fois que l'UEN organise de tels séminaires. Nos partenaires disposent désormais de formats standards pour la publication de leurs états financiers. Les délais pour l'envoi des rapports et les problèmes que nous rencontrons lorsqu'ils ne sont pas respectés sont à présent mieux compris. La communication au sein des organisations concernées s'améliorera grâce aux séminaires, puisque l'UEN aidera les partenaires qui remplissent certaines conditions à établir des réseaux locaux et donc à relier les différents niveaux de leur organisation. L'UEN ne cherche pas et ne cherchera pas à imposer ces systèmes à nos partenaires. Nous croyons que le projet ne peut réussir que si les organisations elles-mêmes expriment le besoin de l'initier. Nous demandons simplement aux dirigeants de se montrer enthousiastes et de s'impliquer activement dans la mise en place du projet, qu'il y ait une sorte «d'appropriation locale» du projet.